



AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DÉFIS MONDIAUX : Décentralisation

- Mobiliser des ressources locales en Afrique subsaharienne
- La construction du champ politique local à Accra (Ghana) et Ouagadougou (Burkina Faso)
- Les politiques d'équipement au Mexique : privatisation, décentralisation et reconfiguration du pouvoir politique en milieu rural

GÉOGRAPHIES : Afrique australe

- *Climate Change and Trade: The Challenges for Southern Africa*
- *Supporting Regional Integration in East and Southern Africa – Review of Select Issues*
- Situation économique de l'Afrique australe

DÉBATS SUR L'AIDE

- A la recherche du développement : un fonctionnaire au service d'une passion
- Après Lisbonne : harmoniser la coopération européenne en matière de développement
- L'appropriation (*ownership*) des politiques de développement : de la théorie à la pratique

A NE PAS MANQUER

- La fin du monde unique : l'état du monde 2011
- Rapport sur la stabilité financière dans le monde
- L'analyse des crises : Minsky, après Fisher et Keynes

Agenda

4^{ème} salon international des énergies renouvelables et de l'environnement en Afrique Dakar du 27 au 30 avril 2011

Organisé sous l'égide du gouvernement du Sénégal, ce salon sera ouvert aux entreprises, aux organisations internationales, aux structures et organismes de recherche, aux bailleurs de fonds et aux associations professionnelles des différents secteurs des énergies renouvelables et de l'environnement. Il comprendra un colloque et des rencontres de partenariat qui serviront à faciliter les échanges d'idées, d'initiatives et de technologies pour permettre d'avancer vers une exploitation efficiente et une gestion durable des énergies nouvelles et de l'environnement adaptées au contexte africain.

► **4-6 avril 2011** : *International Conference on Local Pharmaceutical Production in Africa*, CNUCED, Le Cap, Afrique du sud

► **5 avril 2011** : Journée technique eau, assainissement et développement durable, OIE, Paris, France

► **13-15 avril 2011** : *Regional Workshop on Productive Capacities, Economic Growth and Poverty Reduction in African LDCs*, Addis Abeba, Éthiopie

► **14-15 avril 2011** : Conférence internationale : Afrique, le choix de la science, l'exemple de l'initiative AIMS, UNESCO, Paris, France

► **14-15 avril 2011** : G20 Ministres des finances, Washington, États-Unis

► **16-17 avril 2011** : Réunion de printemps du FMI et de la Banque mondiale, Washington, États-Unis

► **19 avril 2011** : Conférence des donateurs pour la culture en Haïti : faire de la culture un modèle de reconstruction, UNESCO, Paris, France

► **21 avril 2011** : *16th Africa Partnership Forum*, OCDE, Paris, France

► **26-27 avril 2011** : Afrique : Mobiliser l'investissement dans les infrastructures et l'agriculture, conférence ministérielle, NEPAD/OCDE, Dakar, Sénégal

► **27 avril 2011** : Groupe de négociation sur les règles (accords commerciaux régionaux), OMC, Genève, Suisse

► **27-29 avril 2011** : Forum économique mondial 2011 en Amérique latine, Rio de Janeiro, Brésil

Défis mondiaux

Décentralisation

L'ouvrage

Mobiliser des ressources locales en Afrique subsaharienne

CHAMBAS, G., ECONOMICA, 2010, 308 p.

Cote J2.092

Les pays d'Afrique subsaharienne sont actuellement engagés dans des politiques de décentralisation. Un des enjeux cruciaux de la décentralisation est, à travers une offre de biens publics plus pertinente, de mieux répondre aux attentes fortes mais souvent déçues des citoyens. Cependant, la décentralisation en Afrique se heurte à une faiblesse extrême des ressources propres des collectivités locales. La présente analyse, qui s'inscrit dans le prolongement d'un ouvrage relatif à la fiscalité centrale publié en 2005 chez le même éditeur, s'adresse aux décideurs des politiques fiscales, aux cadres des administrations financières, aux praticiens de la fiscalité ainsi qu'au milieu académique. Toute personne intéressée par les problématiques du développement, et notamment par le rôle de la puissance publique, est aussi concernée.

Le rapport Web

La construction du champ politique local à Accra (Ghana) et Ouagadougou (Burkina Faso) : le cas de la politique de gestion des déchets

QUENOT, H., 2010, 461 p.

http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/45/20/87/PDF/These_Quenot.pdf

Les processus de décentralisation ont renforcé les pouvoirs et les responsabilités d'Accra et Ouagadougou et créé une «nouvelle donne» urbaine, qui implique la mise en place de modes de gestion renouvelés, comme la privatisation de certains services ou la prise en compte accrue de la société civile à travers des processus de type «gouvernance». Ouagadougou et Accra restent cependant

dans une situation paradoxale puisqu'elles sont à la fois des entités locales et des symboles du pouvoir central. Dans ce contexte, les réformes de gestion des déchets, d'abord techniques, possèdent également une dimension politique forte puisqu'elles interrogent la capacité des municipalités à contrôler leur territoire et à répondre aux demandes des acteurs internationaux et gouvernementaux. Ces réformes sont extrêmement comparables mais ont des résultats très différents. Après un état des lieux de la question des déchets, ce travail s'interroge donc sur les conditions de leur mise en oeuvre : quels facteurs institutionnels, historiques, humains structurent le champ et expliquent les différences de résultats dans les deux villes ?

L'article

Les politiques d'équipement au Mexique : privatisation, décentralisation et reconfiguration du pouvoir politique en milieu rural

DEVINEAU, J., REVUE INTERNATIONALE DE POLITIQUE COMPAREE, volume 17 n° 3, 2010, 57-72 p.

L'article traite des recompositions multiples des politiques d'équipement au Mexique (privatisation, décentralisation, déssectorisation) et observe leur mise en œuvre dans trois régions rurales. Deux grands arguments sont développés : en premier lieu, la décentralisation et la privatisation dans ce secteur ne sont associées ni à un recul de l'équipement en terme physique, ni à un retrait symbolique de l'État. En second lieu, ces réformes ne marquent pas le passage à un modèle unique de service public, car la recomposition de ces services est fortement influencée par les configurations locales des acteurs politiques et économiques, qui reposent elles-mêmes sur différents types de médiation.

Géographies

Afrique australe

L'ouvrage

Climate Change and Trade: The Challenges for Southern Africa

DRAPER, P. / MBIRIBI, I., *SOUTH AFRICAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL AFFAIRS*, 2010, 320 p.

Cote ZAA.016

Le sommet de Copenhague a donné un large accord politique, mais sans réelles prises de décision. Pendant ce temps, des inquiétudes sur le changement climatique se manifestent au sein du système commercial multilatéral. Cet ouvrage traite dans une première partie de la dynamique mondiale et multilatérale dans les négociations sur le changement climatique et de leur relation avec le système commercial, notamment l'Organisation mondiale du commerce. La seconde partie se concentre sur l'Afrique australe, en exposant les impacts prévus du réchauffement climatique sur la région. Les auteurs présentent également une série d'études de cas sur les questions climatiques, les détails spécifiques à chaque pays et les réglementations du commerce en Afrique du Sud, au Botswana, au Mozambique et en Zambie.

Le rapport web

Supporting Regional Integration in East and Southern Africa – Review of Select Issues

MCCARTHY, C. / CRONJÉ, J.-B. / DENNER, W. / FUNDIRA, T. / MWANZA, W. / BURSVIK, E., *TRADE LAW CENTRE FOR SOUTHERN AFRICA*, 2010, 311 p.

http://www.tralac.org/cgi-bin/giga.cgi?cmd=cause_dir_news_item&cause_id=1694&news_id=86141&cat_id=

Les auteurs dressent un tableau d'ensemble sur l'intégration régionale. Ils réfléchissent aussi sur les impacts de la crise économique mondiale en Afrique et font un examen des progrès accomplis par l'intégration

régionale dans la SADC. Ils examinent les questions propres à chaque pays, y compris leurs choix politiques, les nouvelles questions qui se posent. Enfin, les auteurs dressent un bilan de l'évolution des négociations des accords de partenariat économique (APE) au sein de la *Southern African Development Community* (SADC), mettant particulièrement l'accent sur les préoccupations soulevées par les pays membres de cette organisation.

L'article

Situation économique de l'Afrique australe

NOTE DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE L'AMBASSADE DE FRANCE (AFRIQUE DU SUD), 2010, 4 p.

La région Afrique australe est largement dominée économiquement et stratégiquement par l'Afrique du Sud, seul l'Angola ayant également un poids économique significatif. Les écarts de développement sont majeurs entre ces économies qui reposent pour la plupart sur l'exploitation de leurs ressources minières et des matières premières. Malgré des performances économiques qui ont été globalement positives ces dernières années (à l'exception du Zimbabwe), les défis sociaux et de développement restent majeurs dans la zone. La crise mondiale a affecté la croissance des pays de la région à des degrés divers en fonction des niveaux de développement et d'intégration des économies avec le reste du monde. Par ailleurs, malgré une volonté politique régulièrement réaffirmée, les progrès en termes d'intégration régionale restent limités.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

A la recherche du développement : un fonctionnaire au service d'une passion

WINTER, G., KARTHALA, 2010, 285 p.

Cote R3.235

L'auteur est polytechnicien, économiste et chercheur de l'ORSTOM/IRD, dont il a été le directeur général pendant six ans. Cet itinéraire l'a conduit, en empruntant des chemins de traverse quelque peu atypiques, à travailler avec de nombreuses institutions et à rassembler dans des projets d'intelligence collective des compétences, expériences et visées politiques très diverses. Cette autobiographie, truffée d'anecdotes personnelles et de réflexions sur les méthodes et politiques de développement, donne à voir ce que fut la scène de la coopération franco-africaine au cours de ce dernier siècle de mutations radicales. L'auteur raconte comment se sont progressivement forgées en lui des convictions sur les principes méthodologiques, politiques et éthiques qui, à son sens, doivent désormais guider la recherche d'un développement durable, global et solidaire.

Le rapport web

Après Lisbonne: harmoniser la coopération européenne en matière de développement

ENGEL, P. / MAXWELL, S. / CHRISTOFFERSEN, P.-S. / MERRIT, G., FRIENDS OF EUROPE, 2010, 12 p.

http://www.friendsofeurope.org/Portals/13/Documents/Reports/DPF_After_Lisbon_SoD_FR.pdf

Les États membres ont approuvé les propositions de la Haute représentante aux affaires extérieures de l'UE, Catherine Ashton, visant à créer le « Service européen pour l'action extérieure » (SEAE). Toutefois, l'intégration

de la coopération au développement dans le SEAE fait toujours polémique. Tel était l'objet du déjeuner-débat organisé par le *Development Policy Forum* (DPF). Les organisations non gouvernementales s'inquiètent du partage, entre la Commission et le SEAE, des 30 milliards d'euros alloués par l'UE à la politique de développement. Elles craignent que le SEAE ne poursuive que les seuls intérêts des Européens en Afrique et dans d'autres régions en développement, au détriment des objectifs de réduction de la pauvreté. Le commissaire Andris Piebalgs, responsable de la coopération, aura un rôle très important à jouer dans l'élaboration d'une stratégie européenne de développement et de sa mise en oeuvre.

L'article

L'appropriation (ownership) des politiques de développement : de la théorie à la pratique

RAFFINOT, M., MONDES EN DÉVELOPPEMENT, 2010, volume 38-2010/1-n° 149, 87-104 p.

L'appropriation des politiques de développement est la base du nouveau consensus international formulé dans la Déclaration de Paris (2005). Les fondements théoriques de cette approche n'ont guère été explicités, et les documents de stratégies de réduction de la pauvreté sont « approuvés » en définitive par les Institutions de Bretton Woods, ce qui rend celles-ci juges et parties. Différentes options peuvent être envisagées pour faire progresser l'appropriation en pratique, tant au niveau institutionnel (une évaluation par les pairs pourrait aider à résoudre ce dilemme) qu'à celui de la qualité de l'appropriation, comme cela est fait dans le domaine des dépenses publiques.

A ne pas manquer

L'ouvrage

La fin du monde unique : l'état du monde 2011

BADIE, B. VIDAL, D., LA DÉCOUVERTE, 2010, 311 p.

Cote DCVT.11

La victoire occidentale dans la Guerre froide contre l'URSS avait semblé tourner la page d'un monde bipolaire et donner naissance à un monde unique, dominé par l'économie néolibérale, le modèle démocratique occidental et la force de la superpuissance américaine. Mais une rupture s'est produite : les revers subis en Irak et en Afghanistan ont poussé Barack Obama et nombre d'intellectuels aux États-Unis à repenser les instruments du *leadership* américain, tandis que la crise financière puis économique a montré les limites de l'économie de marché. Dans ce désordre ambiant, les puissances émergentes - de la Chine au Brésil - se font entendre. L'Europe se retrouve face à ses impasses. Les cartes du jeu mondial ont été rebattues, mais la donne a-t-elle pour autant changé ? Pour le mesurer, *L'état du monde 2011* propose 50 analyses rédigées par les meilleurs spécialistes du champ international. *L'état du monde 2011* révèle, au-delà de la succession d'événements immédiate, la tonalité des changements à l'œuvre sur la planète. Le site continue d'offrir toutes les ressources complémentaires de cette analyse : bilans annuels pour chaque État de la planète, tableaux statistiques, chronologies thématiques et continentales, etc.

Le rapport web

Rapport sur la stabilité financière dans le monde

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, 2010, 9 p.

<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/fmu/2011/01/0111f.pdf>

Près de quatre ans après l'éclatement de la crise financière la plus grave depuis la Grande dépression, la stabilité financière n'est toujours pas acquise et il reste de considérables défis à relever. La restructuration des bilans avance lentement et le levier financier demeure élevé. L'interaction des risques de

crédit bancaires et souverains dans la zone euro continue de jouer un rôle déterminant et des politiques s'imposent pour corriger les vulnérabilités budgétaires et bancaires. Des réformes réglementaires continuent d'être nécessaires à l'échelle mondiale pour assainir davantage les bases du secteur financier. Par ailleurs, les politiques accommodantes des économies avancées et les fondamentaux relativement favorables de certains pays émergents alimentent les flux de capitaux. Les pays émergents devront donc être particulièrement attentifs aux signes révélateurs de bulles d'actifs ou d'excès de crédit.

L'article

L'analyse des crises : Minsky, après Fisher et Keynes

DESMEDT, L. / PIÉGAY, P. / SINAPI, C., L'ÉCONOMIE POLITIQUE, 2010, 85-103 p.

Notre système économique connaît actuellement une crise majeure et, quatre-vingts ans après la crise de 1929, la comparaison entre ces deux périodes est intéressante. Tout d'abord, la crise actuelle semble avoir été, dans sa dimension financière, d'une ampleur égale à celle des années 1930. Par ailleurs, les mécanismes qui ont conduit à ces deux épisodes présentent des ressemblances troublantes. Enfin, les mesures envisagées actuellement pour atténuer les conséquences de la crise évoquent certaines politiques mises en œuvre aux États-Unis par Roosevelt. Les faits sont têtus : l'histoire se répéterait-elle ? Ce texte entend, à la lumière de la crise de 1929, dégager une grille d'analyse de la crise actuelle.

Au sommaire du prochain numéro

- DÉFIS MONDIAUX : Questions agricoles mondiales
- GÉOGRAPHIE : Outre-mer

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Dov ZERAH

Responsable de la rédaction : Philippe CABIN

Coordination : Chantal SARALLIER

Réalisation : Cédric JOSEPH-JULIEN, Hadj LAKHAL, Régine RENNESSON, Chantal SARALLIER

Graphisme : Solange MUNZER • **Saisie/mise en page :** Marcelle LARNICOL

ISSN 1639-044X

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43